

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES PÊCHES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

À la lumière de la Convention sur le droit de la mer, il y a tout lieu de penser que le Canada a le droit d'étendre sa compétence au-delà de la zone de 200 milles pour empêcher la décimation des stocks de morue de l'Atlantique. Le ministre des Pêches se contente toutefois de fermer les yeux et de hocher la tête pendant que les pêcheurs essaient, au péril de leur vie, de mettre un terme à la surpêche étrangère. Pareille réponse n'est-elle pas hypocrite et ne laisse-t-elle pas à désirer?

**Une voix:** En effet.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Pourquoi la secrétaire d'État a-t-elle refusé que le Canada exerce, sur l'ensemble des Grands Bancs de Terre-Neuve, son droit de regard sur l'environnement des stocks de poisson?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous reconnaissons l'importance du droit de la mer, même si son élaboration a été très compliquée. Celui-ci prévoit une réglementation globale des océans à l'échelle mondiale, mais il ne sera efficace que dans la mesure où de nombreux pays l'accepteront.

Il y a certains obstacles à son acceptation, et le Canada travaille d'arrache-pied pour que des dispositions soient adoptées, notamment en ce qui concerne les ressources marines. Nous essayons de le faire unilatéralement et nous tentons aussi de faire inclure des dispositions à ce sujet dans le droit de la mer.

Voilà seulement un aspect des efforts que nous déployons. Nous comptons aussi faire de cette question l'une de nos grandes priorités à la CNUED qui aura lieu en juin, mais l'issue dépend de la coopération multilatérale.

[Français]

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, d'après cette réponse, il est clair que ce gouvernement n'a pas de plan, pas de stratégie, pas de volonté politique.

J'adresse à la ministre une question à deux volets: Est-ce que la ministre va signer la Convention sur les

### Questions orales

droits de la mer et affirmer le droit du Canada de protéger nos bancs de poisson et deuxièmement, est-ce que le premier ministre et le secrétaire d'État vont visiter les pays majeurs afin d'obtenir un engagement ferme pour un nouveau régime sur la conservation marine?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, c'est l'effet qui compte. Ce ne sont pas les efforts ni les signatures qui comptent, mais bien les effets et également, bien sûr, la volonté politique. Nous avons cette volonté politique.

Oui, j'ai discuté de la situation ayant trait au problème majeur des pêcheries avec tous les chefs et tous les ministres des Affaires étrangères de l'Europe et d'autres pays aussi.

• (1420)

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, voyons si nous pouvons amener la ministre à tenter une autre réponse.

En 1990, le Congrès américain a légiféré pour éliminer les filets dérivants au large de la côte du Pacifique en imposant au Mexique des sanctions économiques sélectives mais rigoureuses.

N'est-ce pas là l'exemple d'un pays qui exerce son droit de protéger l'environnement? Les représentants du gouvernement, dans leur réunion de cette semaine avec les ambassadeurs européens, vont-ils expliquer clairement que le Canada prendra des mesures analogues pour appuyer concrètement le principe du développement durable de l'environnement marin au large de la côte est du Canada?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je suis ravie d'entendre le député tenir des propos favorables sur les États-Unis. C'est la première fois que je l'entends le faire.

Nous avons déjà fait des démarches et nous les poursuivrons. Nous avons non seulement une stratégie, mais aussi un plan d'action très efficace pour ce qui est de nos contacts avec les ambassadeurs de la CEE, des voyages en Europe de notre ambassadeur, du ministre des Pêches et de moi-même aussi, peut-être. Nous avons eu des entretiens avec le président de la Communauté européenne. Ce sont ces efforts qui finiront par donner des résultats, et non les réactions hystériques du député de Winnipeg.